



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement

DCPPAT – BICUPE – SIC – MB – 2026 – I – 25

Installations classées pour la protection de l'environnement

Commune de Wimille

Société United Petfood France

**Arrêté d'autorisation environnementale du 10 FEV. 2026 relatif à l'exploitation
d'une usine de production d'aliments pour animaux de compagnie**

Le préfet du Pas-de-Calais

Vu le Code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 du Code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 2 décembre 2025 portant nomination de François-Xavier LAUCH, en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') » ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2160 « Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable » ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n°1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n°1530, n°1532, n°2662 ou n°2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n°2910 ;

Vu l'arrêté de prescriptions générales du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°3642, n°3643 ou n°3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques n°3642 ou n°3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté-cadre du 9 décembre 2025 relatif à la mise en place de principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau en cas de sécheresse ou de risque de pénurie d'eau dans les bassins versants du Nord et du Pas-de-Calais ;

Vu les actes des 7 avril 1997 et 21 octobre 2009 antérieurement délivrés à la société United Petfood France pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Wimille (62126) ;

Vu l'arrêté du 7 avril 2025 portant ouverture d'une enquête publique pour une durée d'un mois, du 5 mai 2025 au 6 juin 2025 inclus, sur le territoire des communes de Wimille, de Wimereux, de Pernes-lès-Boulogne, de Pittefaux, de Maninghen-Henne, de Wacquinghen, d'Offrethun et de Beuvrequen ;

Vu l'arrêté n°2025-10-232 du 22 décembre 2025 portant délégation de signature ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Artois-Picardie 2022-2027 approuvé par arrêté du 21 mars 2022 ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin côtier du Boulonnais approuvé par arrêté du 9 janvier 2013 ;

Vu la demande du 27 juin 2024 complétée le 20 décembre 2024, présentée par la société United Petfood France dont le siège social est situé dans la zone industrielle de la Trésorerie – Impasse Jean Gutenberg à Wimille (62126), à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une nouvelle tour de fabrication et des silos de stockage de matières premières situés à la même adresse ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du Code de l'environnement ;

Vu l'avis favorable sous réserve de l'agence régionale de santé (ARS) des Hauts-de-France du 5 août 2024 ;

Vu l'avis favorable de la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) du Pas-de-Calais du 20 août 2024 ;

Vu l'avis tacite de la mission régionale de l'autorité environnementale (MRAE) Hauts-de-France du 19 septembre 2024 ;

Vu le rapport de recevabilité du 18 février 2025 de l'inspection de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France ;

Vu la décision du 24 mars 2025 du président du tribunal administratif de Lille, portant désignation d'un commissaire-enquêteur ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public dans les communes de Wimille, de Wimereux, de Pernes-lès-Boulogne, de Pittefaux, de Maninghen-Henne, de Wacquinghen, d'Offrethun et de Beuvrequen ;

Vu la publication du 18 avril 2025, rappelée le 9 mai 2025, de l'avis d'enquête publique dans deux journaux locaux « La Voix du Nord » et « Nord Littoral » ;

Vu l'avis favorable du conseil municipal de Pernes-lès-Boulogne du 26 mai 2025 ;

Vu l'avis favorable assorti de réserves du conseil municipal de Wimille du 4 juin 2025 ;

Vu l'avis favorable du conseil municipal de Pittefaux du 16 juin 2025 ;

Vu l'avis favorable du conseil municipal de Beuvrequen du 19 juin 2025 ;

Vu l'avis favorable assorti de réserves du conseil municipal de Wacquinghen du 23 juin 2025 ;

Vu l'absence d'avis des conseils municipaux d'Offrethun, de Maninghen-Henne et de Wimereux ;

Vu le registre d'enquête ;

Vu les observations formulées lors de l'enquête publique ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais ;

Vu l'avis du commissaire-enquêteur du 3 juillet 2025 ;

Vu le rapport de décision finale de l'inspection de l'environnement de la DREAL Hauts-de-France du 8 janvier 2026 ;

Vu l'envoi des propositions de l'inspection de l'environnement de la DREAL Hauts-de-France au pétitionnaire du 15 janvier 2026 ;

Vu les observations du pétitionnaire formulées par courriel du 19 janvier 2026 ;

Vu l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Pas-de-Calais du 22 janvier 2026 à la séance duquel le pétitionnaire était présent ;

Vu l'envoi du projet d'arrêté au pétitionnaire par courriel du 26 janvier 2026 ;

Vu l'absence d'observation du pétitionnaire formulées par courriel du 26 janvier 2026 ;

Considérant ce qui suit :

- le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;
- en application des dispositions de l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou les inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté ;
- l'état des bassins versants côtiers du Boulonnais, où s'effectuent les prélèvements d'eau de la société United Petfood France, et au regard des arrêtés de restrictions d'usage pris depuis 2022, il y a lieu d'imposer à cet exploitant la réalisation d'un plan d'actions sécheresse ;
- les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32 du Code de l'environnement, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et des établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
- les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

Arrête

Titre 1 : Portée de l'autorisation et conditions générales

Chapitre 1.1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

La société United Petfood France, dont le siège social est situé dans la zone industrielle de la Trésorerie – Impasse Jean Gutenberg à Wimille (62126) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Wimille (62126), à l'adresse citée ci-avant (coordonnées Lambert 93 : X = 604 220 et Y = 7 075 900), les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2 : Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur la commune, les parcelles et la surface suivantes :

COMMUNE	PARCELLES	SURFACE
Wimille (62126)	AM20, 125 et 245	3.25 ha

Article 1.1.3 : Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 7 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

Chapitre 1.2 : Nature des installations

Article 1.2.1 : Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

RUBRIQUE	INTITULÉ	CARACTÉRISTIQUES	RÉGIME
3642.3.a	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : • 3.Matières premières animales et	Matières premières végétales : 313 t/j (66 %). Matières premières animales : 162 t/j (34 %).	A

	<p>végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Supérieure à 75 tonnes si A est égal ou supérieur à 10. 	<p>Produits finis : 450 t/j maximum.</p> <p>Production annuelle : 130 000 t/an de produits finis.</p>	
1510.2.b	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matière ou de produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 900 000 m³ (E). 	<p>1 cellule de stockage de 2 400 m² de surface et de 11,7 m de hauteur.</p> <p>1 cellule de stockage de 2 550 m² de surface et de 11,7 m de hauteur.</p> <p>Total : 57 915 m³.</p>	E
2910.A.2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques n°2770, n°2771, n°2971 ou n°2931 et des installations classées au titre de la rubrique n°3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b)v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du Code de l'Environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de 	<p>2 chaudières gaz naturel de 4,2 MW.</p> <p>Total : 8,4 MW.</p>	DC

	<p>l'installation de combustion est :</p> <ul style="list-style-type: none"> 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW. 		
2925	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d').</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW. 	<p>Atelier de charge de 60 kW.</p>	D
2160	<p>Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 152 :</p> <ul style="list-style-type: none"> 2. Autres installations : <ul style="list-style-type: none"> b) Si le volume total des stockages est supérieur à 5 000 m³ mais inférieur ou égal à 15 000 m³. 	<p>Matières premières :</p> <ul style="list-style-type: none"> 51 silos soit 1 523 m³ dans le bâtiment transformation ; 2 silos de 180 m³ soit 360 m³ en façade ouest ; 11 nouveaux silos soit 1 510 m³ en façade est ; 9 boisseaux soit 137,5 m³ de mélange après broyage. <p>Produits finis :</p> <ul style="list-style-type: none"> 41 cellules stork et 14 silos ronds soit 1 496 m³ de croquettes sèches ; 1 stockeur dynamique de 10 m³ pour les croquettes humides ; 6 nouveaux silos de 110 m³ soit 660 m³ pour les croquettes sèches. <p>Total : 5 696,5 m³.</p>	D

(*) A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration avec contrôle périodique)

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

RUBRIQUE	NATURE ET VOLUME DES ACTIVITÉS	RÉGIME
2.1.5.0 : Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : • 2° Supérieure à 1ha mais inférieure à 20ha.	La surface totale du projet sera d'environ 3,25 ha.	D

(*) A (autorisation) ou D (déclaration)

Article 1.2.2 : Réglementation IED

Au sens de l'article R.515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique n°3642 relative à la fabrication d'aliments pour animaux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF FDM.

Chapitre 1.3 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Article 1.3.1 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, les installations d'ouvrages et les travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et aux données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, incluant l'étude de danger de référence¹ (PJ49_UPF_WIMILLE_DDAE_Étude des dangers et résumé non technique, décembre 2024, V2).

Chapitre 1.4 : Cessation d'activité

Article 1.4.1 : Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

Chapitre 1.5 : Documents tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement

¹ L'étude de dangers de référence est la dernière étude de dangers complète (éventuellement mise à jour via une notice de réexamen) qui a fait l'objet d'un avis de l'inspection de l'environnement. Si l'étude de dangers est découpée en plusieurs parties, la notion d'étude de dangers « de référence » s'applique indépendamment à chacune des parties.

Article 1.5.1 : Documents tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version de l'étude de dangers ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, les enregistrements, les résultats de vérification et les registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection de l'environnement sur le site.

Chapitre 1.6 : Rapport d'incident ou d'accident

Article 1.6.1 : Rapport d'incident ou d'accident

En complément des dispositions de l'article R.512-69 du Code de l'environnement, un premier rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection de l'environnement. Il inclut la chronologie de l'événement, les premières causes identifiées, les effets sur les personnes et sur l'environnement (niveaux d'émissions) et le plan d'actions à court terme.

Ce rapport est complété dans les trois mois suivant l'incident/accident : il comporte notamment l'analyse des causes profondes et, pour les incidents dont la criticité dépasse le seuil correspondant fixé dans la procédure d'enquête et d'analyse des incidents de l'exploitant, la modélisation de cette analyse avec un arbre des causes,

la cotation à l'« échelle BARPI » ainsi que les enseignements tirés et le plan d'action à plus long terme.

Titre 2 : Protection de la qualité de l'air

Sauf mention particulière, les concentrations, les flux et les volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Chapitre 2.1 : Conception des installations et limitation des rejets

Article 2.1.1 : Chaudières

INSTALLATIONS RACCORDÉES	PUISSANCE	COMBUSTIBLE	RÉGIME DE FONCTIONNEMENT	PRODUCTION DE VAPEUR NOMINALE	PRODUCTION DE VAPEUR EFFECTIVE
Chaudière n°1 F3255	4.2 MW	Gaz naturel	En secours uniquement	6 t/h	-
Chaudière n°2 F3785	4.2 MW	Gaz naturel	Fonctionnement couplé à la fabrication 290 j/an	6 t/h	5,2 t/h

Les fréquences de contrôle, les valeurs limites d'émissions et les conditions de rejet sont définis dans l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion soumises à déclaration au titre de la rubrique n°2910.

Article 2.1.2 : Installations de dépoussiérages

RÉFÉRENCE	INSTALLATION	EXUTOIRE FINAL	DÉBIT NOMINAL EN NM3/H	CONCENTRATION MAXIMALE EN POUSSIÈRES (MG/NM³)	FLUX HORAIRE MAXIMAL EN POUSSIÈRES (G/H)	DISPOSITIFS DE TRAITEMENT
VF5	Broyeur G1	Atmosphère via pulseur	24 000	5	120	Filtre à manche
F205	Broyeur G2	Atmosphère	24 000		120	
BL2/F8	Transport pneumatique Ligne 1	Atmosphère via pulseur	4 500		22,5	
SP117	Transport pneumatique Ligne 2	Atmosphère via pulseur	7 150		35,75	

VT119	Sécheur Ligne 2	Atmosphère via pulseur	36 000	5	180	Filtre à manche
VT101	Refroidisseur Ligne 2	Atmosphère via pulseur	8 500		42,5	
VT301	Transport pneumatique Ligne 3	Atmosphère via pulseur	4 500		22,5	
VT319	Sécheur Ligne 1	Atmosphère via pulseur	27 000		135	
VT329	Refroidisseur Ligne 1	Atmosphère via pulseur	27 000		135	
VT- BROYEUR-G3	Nouveau Broyeur G3	Atmosphère via pulseur	24 000		120	
VT-SECH-L3	Nouveau Sécheur L3	Atmosphère via pulseur	26 790		134	
VT-REF-L3	Nouveau Refroidisseur L3	Atmosphère via pulseur	27 000		135	
	Cheminée commune	Atmosphère	246 520		1 233	

Tous les rejets canalisés* sont reliés à la cheminée de 50 m de hauteur afin d'être évacués à l'atmosphère. La vitesse d'éjection des gaz est de 12 m/s, selon les recommandations identifiées dans la modélisation de la dispersion des odeurs jointe au dossier (Annexe_B7 Modélisation de la dispersion des odeurs).

*Le rejet du broyeur G2 est évacué directement à l'atmosphère via son émissaire propre situé à 25 m de hauteur.

Article 2.1.3 : Odeurs

La concentration d'odeur imputable à l'installation ne doit pas dépasser la limite de 4 uoE/m³ plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 98 %.

Les conduits d'émissions des odeurs suivants sont équipés de dispositifs de traitement des odeurs à l'ozone :

RÉFÉRENCE	ÉQUIPEMENTS
A06	Flash-off Ligne 1
VT116	Flash-off Ligne 2
VT315	Flash-off Ligne 3

Chapitre 2.2 : Surveillance des rejets dans l'atmosphère

Article 2.2.1 : Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance annuelle des rejets des installations de dépoussiérages identifiées au point 2.1.2.

Titre 3 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Chapitre 3.1 : Prélèvements et consommations d'eau

Article 3.1.1 : Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

ORIGINE DE LA RESSOURCE	NOM DE LA MASSE D'EAU OU DE LA COMMUNE DU RÉSEAU	COORDONNÉES DU POINT DE PRÉLÈVEMENT EN LAMBERT 93	PRÉLÈVE-MENT MAXIMAL	RATIO (M ³ /T DE PRODUITS FINIS)
			ANNUEL (M ³ /AN)	
Réseau d'eau communal en eau potable	Eau du réseau communal de la ville de Wimille		40 500	0,4

Qu'elle soit puisée dans les nappes souterraines, dans les cours d'eau ou canaux, ou prélevée sur le réseau de distribution d'eau potable, l'eau doit être utilisée rationnellement en évitant tout gaspillage. Les consommations d'eau sont réduites autant que possible et limitées au strict nécessaire.

Chapitre 3.2 : Conception et gestion des réseaux et des points de rejet

Article 3.2.1 : Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, etc.

Le plan des réseaux est fourni dans le dossier (PJ48_UPF WIMILLE_DDAE Plan ensemble projet 1-400e). Celui-ci est mis à jour à chaque modification.

Les réseaux de collecte des effluents, générés par l'établissement, aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) et présente(nt) les caractéristiques ci-après.

COORDONNÉES LAMBERT 93	NATURE DES EFFLUENTS	EXUTOIRE DU REJET	MILIEU NATUREL RÉCEPTEUR OU STATION DE TRAITEMENT COLLECTIVE	CONDITIONS DE RACCORDE- MENT
X604287 Y7075965	Eaux usées industrielles	Pré-traitement puis réseau d'assainissement communal	Station d'épuration de Wimille – Wimereux	Convention spéciale de déversement de 2024
X604075 Y7075785	Eaux pluviales (toitures)	Réseau d'assainissement communal		
X604287 Y7075965	Eaux sanitaires	Réseau d'assainissement communal		
X604290 Y7075958	Eaux pluviales (voiries)	Débourbeur-déshuileur puis réseau d'assainissement communal		

Article 3.2.2 : Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du Code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au préfet.

Chapitre 3.3 : Surveillance et limitation des rejets

Article 3.3.1 : Caractéristiques des rejets vers la station d'épuration de Wimille et fréquence des mesures

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous :

PARAMÈTRE	CODE SANDRE	FRÉQUENCE DES MESURES		
Débit	1 421	Continu	40 m³/j maximum	
pH	1 302		Entre 5,5 et 8,5	
			CONCENTRATION MAXIMALE (MG/L)	FLUX MAXIMAL JOURNALIER (KG/J)
DCO	1 314	Trimestrielle	2 000	80
MES	1 305		600	24
DBO5	1 313		800	32
Azote total	6 018		150	6
Phosphore total	1 350		50	2

Matières grasses	1 088	Trimestrielle	150	6
Chlorures	1 337		400	16

Chapitre 3.4 : Dispositions spécifiques sécheresse

Les dispositions de l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables si le prélèvement d'eau total annuel de l'établissement est supérieur à 10 000 m³/an.

L'exploitant établit sous 6 mois un plan d'actions « sécheresse » visant à diminuer ses prélèvements d'eau selon les niveaux fixés à l'article 2 de l'arrêté du 30 juin 2023.

Article 3.4.1 : Adaptation des prescriptions sur la surveillance en cas de sécheresse

Les différentes situations de l'état de la ressource en eau se matérialisent par la signature d'un arrêté réglementant les usages de l'eau plaçant les bassins versants côtiers du Boulonnais au niveau de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sécheresse.

Si le bassin versant dans lequel se situe l'établissement est placé en vigilance sécheresse, l'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté du 30 juin 2023.

Les dispositions de cet arrêté s'appliquent sans préjudice des réglementations locales en particulier des arrêtés réglementant les usages de l'eau plaçant les bassins versants côtiers du Boulonnais en alerte comme précisé au premier alinéa du présent article.

Titre 4 : Protection du cadre de vie

Chapitre 4.1 : Limitation des niveaux de bruit

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe 1.

Article 4.1.1 : Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser, en limite de propriété de l'établissement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveaux acoustiques admissibles	65 dB(A)	55 dB(A)

Émergence sonore admissible	5 dB(A)	3 dB(A)
-----------------------------	---------	---------

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée.

Article 4.1.2 : Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans.

Article 4.1.3 : Mesures supplémentaires visant la réduction du bruit

L'exploitant met en place les mesures suivantes :

- Mise en place d'un piège à son (PAS) de type silencieux à baffles parallèles pour le rejet du filtre broyeur G2 situé au niveau 2 de la tour de production ;
- Mise en place d'un piège à son (PAS) de type silencieux à baffles parallèles au niveau de la grille de ventilation au rez-de-chaussée de la tour de production (silo) ;
- Mise en place d'un piège à son (PAS) de type silencieux à baffles parallèles au niveau de la grille de ventilation au rez-de-chaussée de la chaufferie (façade ouest) ;
- Étudier la possibilité d'internaliser le groupe froid de la chambre froide ou de le déplacer vers une zone moins sensible (éloignement par rapport aux habitations et aux bureaux les plus proches) ;
- Changement de la porte sectionnelle située au rez-de-chaussée de la tour de production par une porte sectionnelle caractérisée par un indice d'affaiblissement acoustique $Rw+Ctr \geq 35$ dB ;
- Mise en œuvre d'un encoffrement acoustique du redler au rez-de-chaussée. L'encoffrement pourrait être constitué d'une structure porteuse et de panneaux acoustiques permettant un affaiblissement $Rw+Ctr \geq 30$ dB. L'encoffrement englobera également la vis d'acheminement des produits ;
- Encoffrement par un capotage acoustique du filtre broyeur situé au R+2 de la tour de production ;
- Renforcement du bardage du silo par un bardage à double peau ;

- Encoffrement par capotage acoustique de la tuyauterie gaz située en façade sud de la chaufferie.

Titre 5 : Prévention des risques technologiques

Chapitre 5.1 : Caractéristiques des silos de stockage

Article 5.1.1 : Les caractéristiques du stockage silo 80 m³ sont conformes au dossier de demande d'autorisation environnementale, telles que reprises ci-après (réf : Partie C : Étude des dangers – PJ49 Décembre 2024 – v2) :

Silo (boisseau rectangulaire)	1,71 m * 3,58 m
Volume de la zone poussières	80 m ³
P red	0,4 bar
Surface d'évent installée	4,72 m ²
P stat – ouverture évent	100 mbar
Hauteur de l'évent	16,6 m

Les caractéristiques du stockage silo 170 m³ sont conformes au dossier de demande d'autorisation environnementale, telles que reprises ci-après (réf : Partie C : Étude des dangers – PJ49 Décembre 2024 – v2) :

Silo (boisseau rectangulaire)	3,85 m * 3,85 m
Volume de la zone poussières	170 m ³
P red	0,4 bar
Surface d'évent installée	6,80 m ²
P stat – ouverture évent	100 mbar
Hauteur de l'évent	19,6 m

Chapitre 5.2 : Conception des installations

Article 5.2.1 : Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'entrée principale du site au sud-ouest sur la route de la Trésorerie permet l'accès de l'ensemble des véhicules au site.

L'accès au nord-est sur la rue Gutenberg, ancienne entrée principale, constitue aujourd'hui la sortie du site. Elle reste cependant utilisable comme entrée par les services de secours en cas de besoin.

Outre les deux entrées principales, les services de secours disposent d'un troisième accès pompiers en façade sud du site, directement sur la route de la Trésorerie.

Les 3 accès sont équipés de portails métalliques fermés en dehors des heures d'activité du site. Ces portails sont débrayables par les services de secours en dehors de ces horaires. Les accès sont suffisamment dimensionnés pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Une voie pour les engins est accessible sur la totalité du périmètre des bâtiments.

Des aires de mise en station des échelles, balisées au sol, sont situées :

- 1 aire face au mur séparatif coupe-feu entre les 2 cellules de stockage de l'entrepôt 1510 ;
- 2 aires : à chaque extrémité de la façade Est de l'entrepôt 1510.

Article 5.2.2 : Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et des pollutions accidentelles

L'exploitant dispose d'une capacité de confinement de 557 m³, assurée par la mise en charge dans le bâtiment sur une hauteur de 5 cm, puis par débordement par les quais et dans le bassin de confinement de 310 m³.

Article 5.2.3 : Alarme et détection incendie

Un système de détection et d'alarme est en place sur le site, il s'intègre au système de sécurité incendie (SSI). Le type de détecteur, leur emplacement et leur nombre sont définis suivant les risques rencontrés en fonction des locaux et les règles de l'art.

Au niveau des process, des caméras thermiques surveillent les points sensibles des équipements, qui sont potentielles sources d'échauffement mécaniques (arbres et paliers, moteurs, ventilateurs...).

Des détecteurs de fumée sont implantés au niveau des stockages.

Chapitre 5.3 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Article 5.3.1 : Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, précisés comme ci-après :

- 6 poteaux incendies dont 1 PI privé. Ces poteaux incendies doivent fournir minimum 60 m³/h de manière unitaire pendant deux heures sous 1 bar et au minimum 240 m³/h en simultané sous 1 bar.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, qui doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés.

Article 5.3.2 : Plan de défense incendie (PDI)

L'exploitant établit un plan de défense incendie, basé sur les scénarios d'incendie identifiés dans l'étude de danger, qui définit la stratégie de lutte contre l'incendie, l'organisation de la sécurité au sein du site et joint les procédures opérationnelles associées. Ce plan doit également démontrer la disponibilité et l'adéquation des moyens vis-à-vis de la stratégie définie.

Le plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre en cas d'accident pour protéger le personnel, les populations avoisinantes et l'environnement. Il définit les dispositions à prendre pour placer les installations en sûreté, limiter les conséquences de l'accident, pour assurer l'alerte des services de secours et des pouvoirs publics et l'information des autorités.

Le plan de défense incendie sera soumis pour approbation au service départemental d'incendie et de secours du Pas-de-calais (SDIS 62) groupement prévision des risques ; le plan finalisé est établi dans un délai de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté.

Article 5.3.3 : Contenu du plan de défense incendie

Ce plan doit être facilement compréhensible. Il doit contenir a minima :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs ainsi que la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;

- la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir en cas d'alerte avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés ainsi que d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et des murs coupe-feu ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage ;
- la localisation des interrupteurs d'alimentation électrique situés près des issues ;
- les dispositions à prendre en cas de diminution de la visibilité sur les axes de circulation présents dans le secteur (routiers, ferroviaires).

Il prévoit, en outre, les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection de l'environnement et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Article 5.3.4 : Communication et mise à jour du plan de défense incendie

Ce plan, ainsi que sa mise à jour, sont transmis à l'inspection de l'environnement et au directeur départemental des services d'incendie et de secours.

Il est mis à jour en tant que de besoin, et à des intervalles n'excédant pas trois ans.

Le préfet du Pas-de-Calais peut demander la modification des dispositions envisagées.

Le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et par milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances et aux milieux recherchés.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou des organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoient explicitement, tenues à disposition de l'inspection de l'environnement, soient établies et aient effet et que l'on ne se situe pas en concurrence avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement.

Article 5.3.5 : Plan ETARE

Au vu de la nature des risques et du contenu du PDI, l'établissement pourra également faire l'objet d'un plan établissement répertorié (ETARE) établi par le SDIS 62. De ce fait, l'exploitant devra informer le SDIS 62 de toute information nécessaire à la création et / ou la modification du plan ETARE ou plan de zone, aux adresses suivantes :

- condor@sdis62.fr ;
- prevision@sdis62.fr.

Titre 6 : Prévention et gestion des déchets

Chapitre 6.1 : Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

CODE DÉCHETS	NATURE	MODE DE STOCKAGE SUR SITE	QUANTITÉ MAXI STOCKÉE SUR SITE (T)	LOCALISATION	FILIÈRE DE TRAITEMENT	CODE DE TRAITEMENT
DÉCHETS INDUSTRIELS NON DANGEREUX						
16-01-20	DIB – Tout déchet non valorisable	Compacteur et bennes	8	Extérieur sous abri	Enfouissement	D1
15-01-01 / 20-01-01	Emballage en papier/carton – Emballages des matières premières / Loupés du	Balles	4	Magasin (stockage emballages)	Recyclage	R5

	conditionnement					
15-01-02 / 20-01-39	Emballage en matière plastique – Emballages des matières premières / Loupés du conditionnement	Balles	4	Magasin (stockage emballages)	Broyage, micronisation, régénération	R5
15-01-03 / 03-01	Emballage en bois – Déchets provenant de la transformation du bois (Palettes usagées)	Bennes	0.8	Extérieur	Broyage et/ou criblage du bois (valorisation énergétique)	R1
20-01-40	Métaux – Déchets de maintenance	Bennes	2	Extérieur	Recyclage	R4
20-01-08	Déchets de cuisine et de cantine biodégradables – Bio-déchets issus de la production	Bacs	Pas de stockage, enlèvement à la demande	/	Méthanisation	R3
DÉCHETS INDUSTRIELS DANGEREUX						
16-02-13*	DEEE – Déchets de bureaux	Caisse	0.5	Local maintenance	Incinération	D10
16-05-04*	Aérosols – Déchets de maintenance	Caisse	0.3	Local maintenance	Incinération	D10
15-01-10*	Emballages souillés – Déchets de maintenance	Caisse	0.6	Local maintenance	Recyclage	R4
16-05-06*	Produits chimiques de laboratoire – Déchets de laboratoire	Caisse	0.1	Regroupement sur un site	Incinération	D10

Titre 7 : Conditions particulières applicables à certaines installations et équipements connexes

Chapitre 7.1 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Article 7.1.1 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont abrogées par le présent arrêté :

Références des arrêtés antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont abrogées ou modifiées	Nature des modifications (abrogation, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
7 avril 1997	Tous les articles	Abrogation
21 octobre 2009	Tous les articles	Abrogation

Titre 8 : Dispositions finales

Chapitre 8.1 : Caducité

Article 8.1.1 : Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R.211-117 et R. 214-97 du Code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés de prescriptions complémentaires ;
- d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L.480-13 du Code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

Chapitre 8.2 : Délais et voie de recours

Article 8.2.1 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif de Lille par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le tiers auteur d'un recours contentieux est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le site internet « www.telerecours.fr. »

Chapitre 8.3 : Publicité

Article 8.3.1 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Wimille (62126) et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Wimille (62126) pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Pas-de-Calais ;

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

- l'arrêté est adressé :
 - aux conseils municipaux de Wimereux, de Pernes-lès-Boulogne, de Pittefaux, de Maninghen-Henne, de Wacquinghen, d'Offrethun et de Beuvrequen,
 - aux conseils communautaires de la communauté d'agglomération du Boulonnais et de la communauté de communes de la Terre des 2 Caps.

- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais pendant une durée minimale de quatre mois.

Chapitre 8.4 : Exécution

Article 8.4.1 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la sous-préfète de Boulogne-sur-Mer et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société United Petfood France et dont une copie sera transmise aux maires de Wimille, de Wimereux, de Pernes-lès-Boulogne, de Pittefaux, de Maninghen-Henne, de Wacquinghen, d'Offrethun et de Beuvrequen.

À Arras,

Pour le préfet,
Le secrétaire général



Christophe MARX

Copie :

- à la société United Petfood France ;
- à la sous-préfète de Boulogne-sur-Mer ;
- aux maires de Wimille, de Wimereux, de Pernes-lès-Boulogne, de Pittefaux, de Maninghen-Henne, de Wacquinghen, d'Offrethun et de Beuvrequen ;
- au président de la communauté d'agglomération du Boulonnais ;
- au président de la communauté de communes de la Terre des 2 Caps ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France – U.D du Littoral.



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement

ANNEXES

Annexe 1 : Plan ZER (zones à émergence réglementée)

**PRÉFECTURE DU PAS-DE-CALAIS
DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
Bureau des installations classées, de l'utilité publique
et de l'environnement**

VU pour être annexé à l'arrêté du 10 FEV. 2026

**Pour le préfet,
Le chef de bureau**



Jean-François RATEL

Annexe 1 : Plan ZER (zones à émergence réglementée)

**Société United Petfood France
à Wimille**

**Titre 4 : Protection du cadre de vie
Chapitre 4.1 : Limitation des niveaux de bruit**

